

Note Flash du SIES

Enseignement supérieur, Recherche & Innovation



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

N°13

Octobre 2017

Les dépenses intérieures de R&D en 2015

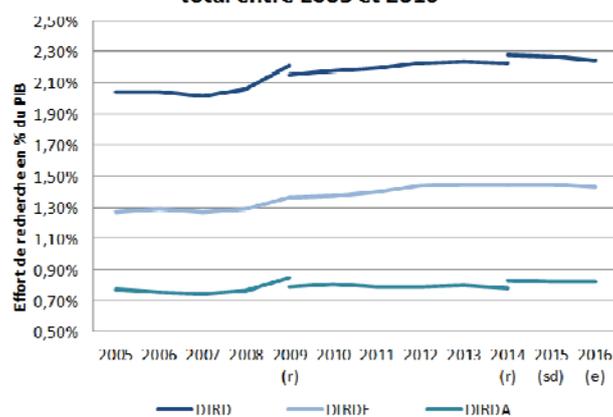
Les résultats sont issus de l'enquête réalisée annuellement auprès des entreprises et des administrations par le ministère en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI). Les données 2014 sont définitives, celles de 2015 sont semi-définitives et celles de 2016 estimées.

En France, les dépenses intérieures de R&D en légère hausse en 2015

En 2015, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) s'établit à 49,8 milliards d'euros (Md€), soit une hausse de 0,9 Md€ par rapport à 2014*. Corrigée de l'évolution des prix, la DIRD a progressé de 0,8 % en 2015. La DIRD des entreprises est en hausse de 0,9 % en volume, et celle des administrations augmente de 0,5 %. L'effort de recherche, qui rapporte la DIRD au produit intérieur brut (PIB), s'élève à 2,27 % en 2015, après 2,28 % en 2014, du fait d'une hausse de la DIRD moins rapide que celle du PIB.

* Les chiffres définitifs pour 2014 correspondent à une rupture par rapport aux années précédentes, expliquée dans l'encadré méthodologique

Effort de recherche des entreprises, des administrations et total entre 2005 et 2016



Sources : MESRI - SIES et Insee

(r) : rupture de série - (sd) : données semi-définitives - (e) : données estimées

Champ : ensemble des entreprises et des administrations localisées en France

En 2016, l'évolution de la DIRD devrait nettement ralentir (+0,1 % en volume, après +0,8 % en 2015). La DIRD atteindrait 50,1 Md€. D'une part, la DIRD des entreprises stagnerait (-0,0 % en volume) et s'établirait à 31,9 Md€, après dix années de progression. D'autre part, la DIRD des administrations augmenterait de 0,4 % en volume et s'élèverait à 18,2 Md€. La hausse de la DIRD serait moins élevée que celle du PIB (+1,2 %). Ainsi, l'effort de recherche diminuerait légèrement, de 2,27 % à 2,25 %.

Dépenses intérieures de R&D et effectifs de recherche dans les entreprises et les administrations en 2015 (sd)

	Dépenses intérieures de R&D		Effectif total de R&D		Effectif de chercheurs	
	En Md€	Évolution 2015/2014 en % (en volume)	En milliers d'ETP	Évolution 2015/2014 en %	En milliers d'ETP	Évolution 2015/2014 en %
Entreprises	31,8	0,9	251,4	1,3	165,8	2,5
Branches de R&D industrielles	24,8	0,1	181,3	0,3	111,3	1,7
Branches de R&D des services	6,9	3,8	70,1	3,9	54,6	4,2
Administrations	18,1	0,5	177,2	0,8	111,8	1,6
Établissements publics et services ministériels	9,5	0,2	80,9	-0,8	47,3	0,4
dont : EPST *	5,4	-0,6	56,4	-1,3	30,6	-0,8
EPIC *	3,8	0,5	22,7	-0,4	15,7	1,2
Enseignement supérieur	7,8	0,7	89,0	2,4	60,8	2,4
dont : Universités et établissements d'enseignement supérieur et de recherche sous tutelle MESRI	5,8	-0,9	68,1	2,2	50,4	1,6
Institutions sans but lucratif	0,8	2,8	7,3	0,1	3,7	4,7
Total	49,8	0,8	428,6	1,1	277,6	2,2

* EPST : établissement public à caractère scientifique et technologique / EPIC : établissement public à caractère industriel et commercial

(sd) : données semi-définitives

En raison des arrondis, le total peut différer de la somme des éléments qui le composent.

Sources : MESRI-SIES et Insee

Champ : ensemble des entreprises et des administrations localisées en France

Des dépenses de R&D plus dynamiques dans les branches de services en 2015

En 2015, les dépenses de R&D dans les branches de services sont plus dynamiques : +3,8 % en volume, contre +0,4 % en 2014, mais moins qu'en 2012 (+9,5 %) ou 2013 (+7,8 %). En revanche, elles stagnent dans les branches industrielles : +0,1 % en volume. Les trois premières branches industrielles de recherche (industrie automobile, construction aéronautique et spatiale, industrie pharmaceutique) exécutent 11,0 Md€ de dépenses intérieures de R&D, soit 35 % des dépenses intérieures de R&D des entreprises. Les dépenses de R&D de l'industrie automobile diminuent de 1,5 % en volume, après avoir augmenté en 2014 (+9,8 %). Celles de la construction aéronautique et spatiale augmentent légèrement (+0,9 % en volume), après une légère baisse en 2014. Dans l'industrie pharmaceutique, le repli, observé depuis 2008, se poursuit (-1,3 %).

Hausse de la dépense intérieure de R&D des administrations (DIRDA) en 2015

En volume, les dépenses intérieures de R&D des administrations augmentent légèrement en 2015 (+0,5 %), après une baisse de même ampleur en 2014. Cette hausse de la DIRDA masque toutefois des évolutions contrastées. Ainsi, la DIRDA des EPIC augmente de 0,5 % en volume, tandis que celle des EPST diminue de 0,6 %. Dans ces derniers notamment, les seules dépenses de personnel diminuent de 1,3 % en volume.

Dans le secteur de l'enseignement supérieur, les dépenses des universités diminuent de 0,9 %, et celle des centres hospitaliers de 0,6 %. La hausse globale de 0,7 %, mesurée en volume, pour le secteur de l'enseignement supérieur est en réalité due à une meilleure prise en compte des dépenses de recherche des écoles hors tutelle directe du ministère en charge de la recherche. Sans ce traitement, les dépenses du secteur de l'enseignement supérieur diminueraient de 0,5 % en volume en 2015, et la DIRDA totale stagnerait en 2015 (+0,0 % en volume).

Sur dix personnels de R&D, six travaillent en entreprises et quatre dans les administrations

En 2015, les activités de R&D en France mobilisent 428 600 personnes en équivalent temps plein travaillé pour la recherche (ETP). Les entreprises en emploient 60 % et les administrations 40 %. L'emploi dans la recherche progresse de 1,1 % en 2015, après avoir stagné en 2014 (+0,1 %). Dans les entreprises, l'emploi dans la recherche augmente de 1,3 % en 2015, après avoir diminué en 2014 (-0,7 %). Les effectifs de R&D dans l'industrie repartent légèrement à la hausse (+0,4 %) après avoir diminué de 0,7 % en 2014. Les effectifs de R&D dans les services augmentent de façon plus importante (+3,9 %) après leur baisse de 0,8 % en 2014. En 2015, le nombre de chercheurs dans les entreprises augmente plus rapidement (+2,5 % en 2015, après +0,2 % en 2014), tandis que celui des personnels de soutien se replie encore (-0,9 % en 2015), mais seulement dans les branches industrielles (-1,7 %).

Dans les administrations, les effectifs de R&D progressent toujours (+0,8 % en 2015, après +1,5 % en 2014), du fait principalement de hausses dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. En revanche, les effectifs des organismes de R&D (EPIC et EPST) sont de nouveau en baisse (-1,0 % en 2015, après -1,0 % en 2014). Cette progression des effectifs dans la recherche publique masque toutefois une évolution contrastée : entre 2014 et 2015, les effectifs exprimés en ETP des chercheurs progressent de 1,6 %, tandis que ceux des personnels de soutien diminuent de 0,5 %.

Philippe Roussel et Camille Schweitzer
MESRI-SIES

La **R&D** désigne la recherche et développement.

La **DIRD** correspond à la somme des moyens financiers (nationaux et étrangers) mobilisés pour l'exécution des travaux de R&D sur le territoire national par le secteur des administrations françaises (DIRDA) et par le secteur des entreprises (DIRDE).

Les **chercheurs** désignent les chercheurs et ingénieurs de R&D.

L'**effort de recherche** désigne le ratio de la DIRD sur le PIB.

Les données de dépenses de R&D ont été révisées en 2014. Une meilleure prise en compte des personnels de R&D des CHU et CHRU (centres hospitaliers universitaires et centres hospitaliers régionaux universitaire) a conduit à comptabiliser 7 500 personnels de R&D en équivalent temps plein supplémentaires par rapport aux données semi-définitives, entraînant une hausse des dépenses courantes (notamment des rémunérations). Ces personnels correspondent notamment aux personnels non exclusivement rémunérés par les hôpitaux ou n'effectuant pas exclusivement des travaux de R&D (professeurs d'université – praticiens hospitalier, infirmiers, ...). Les dépenses intérieures de R&D des administrations (DIRDA) révisées augmentent ainsi de 0,9 Md€ pour atteindre 17,8 Md€ (16,8 Md€ avant révision). Les dépenses intérieures de R&D totales s'établissent alors à 48,9 Md€ (47,9 Md€ avant révision) et représentent 2,28 % du PIB en 2014 (2,23 % avant révision).

Pour en savoir plus :

www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes